

Commission siégeant sections réunies
Séance du 23 octobre 1997.

Présents:

madame

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président

messieurs CHERUY, LURQUIN et MOORAT,

membres effectifs

Section néerlandaise :

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE,

membres effectifs

monsieur BUYSSE, membre suppléant

Secrétaires :

monsieur VAN SANTEN, conseiller général -

adjoint bilingue

madame VERLAINE, conseiller

29.279/I/PN

TVS/GD

Par lettre du 9 octobre 1997, le ministre de la Santé publique et des Pensions a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Institut d'expertise vétérinaire (IEV).

Le projet d'arrêté royal fixant le cadre organique de l'IEV a obtenu l'accord commun du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 7 juillet 1997.

Les organisations syndicales ont été consultées sur le projet soumis, conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

*

* *

Les cadres linguistiques actuels de l'IEV (cadres linguistiques première phase) ont été fixés par l'arrêté royal du 12 juin 1996 et étaient basés sur l'avis de la CPCL, n° 27.188/I/P du 21 décembre 1995. La proportion préconisée par la CPCL dans cet avis, était de 60,32% N - 39,68% F, soit 27 emplois N - 18 emplois F, pour les degrés 3 à 8 de la hiérarchie.

Dans son projet, le ministre reprend la proportion linguistique proposée par la CPCL dans son avis précité. Dans une note jointe, il est précisé qu'il n'y a pas eu de modification notable de la proportion N - F du volume de travail à l'IEV, depuis que la CPCL a émis son avis susmentionné.

Le ministre propose de répartir les 51 emplois de l'administration centrale de l'IEV comme suit entre les cadres linguistiques (article 1, § 1er, du projet d'arrêté royal fixant le cadre organique de l'IEV):

Degrés de la hiérarchie	Cadre linguistique néerlandais	Cadre linguistique français
1	1	1
2	2	2
Total 1 + 2	3 (50%)	3 (50%)
3	9	5
4	5	1
5	6	7
6	5	4
7	2	1
Total 3 à 7	27 (60,32%)	18 (39,68%)

*

* *

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des LLC, la CPCL, siégeant sections réunies, a examiné le projet en sa séance du 23 octobre 1997 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois aux degrés 1 et 2 (emplois de direction).

Les emplois aux degrés 1 et 2 sont répartis de façon égale. Cette répartition est conforme à l'article 43, § 3, 1er alinéa, LLC.

Etant donné que le nombre total des emplois de direction ne s'élève qu'à 6, il n'y a pas lieu de fixer un cadre bilingue.

La Commission permanente de Contrôle linguistique émet dès lors un avis favorable au sujet de la répartition aux degrés 1 et 2 de la hiérarchie.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7.

La répartition aux degrés 3 à 7, comme proposée par le ministre, à savoir 27 N - 18 F, correspond exactement à la proportion qui avait été préconisée par la CPCL après l'examen du dossier dans la première phase, à savoir 60,32% N - 39,68% F (avis 27.188 du 21 décembre 1995).

Etant donné que selon le ministre, il n'y a pas eu de glissements notables dans la proportion du volume de travail N et F depuis la fixation des cadres linguistiques précédents (arrêté royal du 12 juin 1996), la Commission permanente de Contrôle linguistique émet un avis favorable au sujet de la répartition inchangée des emplois aux degrés 3 à 7 de la hiérarchie, à savoir 27 N - 18 F.

En conclusion, la Commission permanente de Contrôle linguistique attire l'attention sur le fait que si le cadre organique de l'IEV devait subir encore d'autres modifications, le dossier des cadres linguistiques devrait à nouveau lui être soumis pour avis.

*

* *

Le présent avis est envoyé au ministre de la Santé publique et des Pensions, qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa, des LLC, est invité à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 23 octobre 1997.

Les secrétaires,

Le président,

TH. VAN SANTEN C. VERLAINE

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS